



# République du Congo

MAG travaille au Congo depuis septembre 2007 en partenariat avec le Ministère de la Défense du Congo, pour remédier aux problèmes causés par les restes de guerre.

Grâce au financement du Bureau du Département d'État américain chargé de la réduction et de la destruction des armes, MAG a débuté la destruction des stocks d'armes légères et de petit calibre (ALPC) ainsi que l'étude des sites où des accidents dus aux munitions non explosées se sont produits.

## Le problème

Entre 1993 et 1999, le Congo a connu trois conflits majeurs, qui ont causé le départ de près de 810 000 personnes et causé la mort d'environ 15 000 personnes. Ces conflits ont été déclenchés par des milices qui auraient obtenu plus de 24 000 armes en « pillant des dépôts militaires et de la police ».

Malgré les efforts acharnés pour récupérer ces armes, notamment grâce au désarmement informel et aux programmes de réintégration entre 1999 et 2002, on estime à 34 000 le nombre d'armes toujours en circulation au Congo en 2005.



Exemple de boîtes contenant des MANPADS stockées dans de mauvaises conditions de sécurité.

La plupart des armes et des munitions non explosées qui ont été saisies avec succès, sont entreposés dans et autour de dépôts militaires dans des zones très peuplées et dans des conditions de sécurité quasi inexistantes.

Les armes et les munitions non protégées donnent la possibilité aux milices de pouvoir se réarmer dans l'éventualité d'un nouveau conflit dans le pays. En outre, elles pourraient encourager le commerce illégal avec les cinq pays frontaliers du Congo.

De plus, du fait des mauvaises conditions de stockage, les risques d'incendie ou d'explosion des entrepôts de munitions sont importants. Cela s'est déjà produit à plusieurs reprises dans le pays, causant la mort et blessant de nombreux civils bien après la première détonation.

#### Objectifs du projet

MAG a pour objectif de contribuer matériellement aux initiatives de construction de la paix et aux efforts de sécurité au Congo en identifiant, en évaluant et en détruisant les ALPC, les MANPADS (systèmes portatifs de défense aérienne) et autres explosifs, qui présentent actuellement un danger du fait de leur dégradation, de leurs conditions d'entreposage et de leur proximité avec les communautés locales.

Le projet

À Brazzaville, la capitale, et à Pointe Noire, la deuxième plus grande ville du pays, MAG forme et supervise deux équipes de techniciens des Forces Armées Congolaises dans les techniques de découpage, du brûlage et de destruction des ALPC :

- MANPADS et éléments connexes (les crosses de tir et les batteries thermiques)
- Missiles air-air pouvant être modifiés pour une utilisation sol-air
- Armes légères (Kalachnikov et mitrailleuses légères) et munitions
- Roquettes
- Mines antipersonnel, mines antichar et mines marines



On estime à 34 000 le nombre d'armes encore en circulation en 2005.

En plus des activités de destruction, MAG réalise actuellement des études à Brazzaville et à Dolisie, sites où des accidents se sont produits suite à l'explosion de restes de guerre, afin de déterminer quel type d'intervention est nécessaire à la sécurisation de ces zones.

Les premières conclusions indiquent que des accidents se produisent encore car les

communautés empiètent sur les terres minées pour construire les logements, pour l'agriculture et les autres activités de subsistance. Une piste a été construite le long de l'un de ces sites, où des munitions non explosées ont été découvertes lors des travaux de construction, et où des sous-munitions ainsi que des bombes non explosées se trouvent disséminées sur le sol près des cultures.

Il faut s'attendre à ce qu'un défrichage de cette zone de combat et un possible déminage soient nécessaires pour éliminer ces menaces et ainsi éviter tout autre accident et rendre l'accès aux routes et aux terres sûrs.

#### Bénéficiaires

En détruisant les ALPC dans les états dangereux, le projet permet de réduire significativement les risques d'explosion de ces engins, ce qui est dans l'intérêt des communautés densément peuplée vivant sous cette menace constante.

De plus, une assistance technique et une formation dispensées aux FAC renforcent la capacité nationale ainsi que l'engagement dans la destruction des ALPC, et aide aux systèmes de gestion des stocks, permettant ainsi d'augmenter la sécurité au niveau national et régional.

décembre 2007